



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Arrêté DCPAT-BAE n° 2026-82

autorisant la société Groupe SEOSSE

à exploiter une plateforme multi-activités

sur le territoire de la commune de Saint-Lon-les-Mines

Le préfet,

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 (station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime

de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange (rubrique 3.2.3.0) ;
- Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Adour Garonne 2022-2027 ;
- Vu** le PLUi Pays d'Orthe et Arrigans ;
- Vu** la preuve de dépôt en ligne n°A-1-NNU0TCIG6W du 2 avril 2021 pour déclarer le classement de l'installation sous la rubrique 2171 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral PR/DAGR/2004/n° 669 du 6 octobre 2004 autorisant la société SEOSSE à exploiter une installation d'entrepôt de céréales, de transformation de déchets bois en vue de leur valorisation, un atelier de construction de bennes métalliques et d'un atelier d'entretien de poids lourds sur le territoire de la commune de Saint-Lon-les-Mines ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-52-SG du 9 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;
- Vu** les dossiers de demande d'autorisation environnementale déposés en date du 14 avril 2014 et du 29 juillet 2018 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 novembre 2020 prononçant la recevabilité du dossier ;
- Vu** les avis des services administratifs et collectivités territoriales consultés ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'environnement ;
- Vu** l'absence d'avis de l'Autorité Environnementale ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2021-602 en date du 4 octobre 2021 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique ;
- Vu** l'avis du commissaire enquêteur en date du 3 janvier 2022 ;
- Vu** les courriers adressés le 13 octobre 2025 et le 26 janvier 2026 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 janvier 2026 ;
- Vu** l'avis favorable en date du 10 février 2026 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des conseils municipaux interrogés, du commissaire enquêteur et des services déconcentrés de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que l'instruction du dossier de demande d'autorisation a révélé la nécessité de mettre en place une zone de compensation pour destruction de zones humides ;

Considérant que la demande de compensation zone humide telle que demandée à l'issue de l'enquête publique est prise en compte et prescrite par le présent arrêté ;

Considérant que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

Considérant que l'activité encadrée par la rubrique 2714 est existante à la date du 1^{er} juillet 2018, date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel sectoriel ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

ARRÊTE

Article 1 - Objet

Le groupe SEOSSE, dont le siège social est situé au 2860 Route de Peyrehorade - 40300 Saint-Lon-les-Mines, est autorisé à exploiter sur le territoire de la commune de Saint-Lon-les-mines, Route de Peyrehorade, une plateforme multi-activités. L'exploitant est tenu de respecter les dispositions des articles suivants.

Article 2 - Notion d'établissement

L'établissement est constitué par l'ensemble des installations classées relevant d'un même exploitant situées sur un même site, y compris leurs équipements et activités connexes.

Article 3 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du Code de l'environnement.

Sauf contre-indications du présent arrêté d'autorisation, les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement incluses dans l'établissement.

Notamment, l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) s'applique selon les dispositions applicables aux installations existantes au 1^{er} juillet 2018.

Article 4 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 - Abrogation de prescriptions antérieures

Les prescriptions du présent arrêté, à leur date d'effet, se substituent aux prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral PR/DAGR/2004/n° 669 du 6 octobre 2004.

Article 6 - Délais de prescriptions

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de 3 ans ou n'a pas été exploitée durant 3 années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 7 - Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'environnement.

Article 8 - Publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée en mairies de Saint-Lon-les-Mines et Orthevielle et peut y être consultée par les personnes intéressées.
- 2° un extrait du présent arrêté est affiché en mairies de Saint-Lon-les-Mines et Orthevielle pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires de Saint-Lon-les-Mines et Orthevielle ;
- 3° le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.
- 4° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38.
- 5° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Landes pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le sous-préfet de Dax, les maires de Saint-Lon-les-Mines et d'Orthevielle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au groupe SEOSSE.

Mont-de-Marsan, le 19 FEV. 2026

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale

Stéphanie MONTEUIL

Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noullobos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Annexe 1

Société Groupe SEOSSE - Commune de Saint-Lon-les-Mines

Tableau de classement

Rubrique	Intitulé	Caractéristique de l'installation	Régime
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités est supérieure ou égale à 10 t/j.	Quantité de déchets de bois broyés 500 t/jour maximum 120 000 t/an maximum	Autorisation
2160-1a	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532. 1. Silos plats Le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³ .	Volume maxi de céréales stocké (maïs) dans un silo plat 64 000 m ³ soit 50 000 tonnes	Enregistrement
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Volume de déchets de bois : 50 440 m ³ Volume de déchets non dangereux : 960 m ³ (DIB)	Enregistrement
1532-2b	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues. 2. Autres installations que celles de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 Le volume susceptible d'être stocké est supérieur à 20 000 m ³ .	Criblé A SSD : 1 440 m ³ Criblé biomasse : 1 440 m ³	Déclaration
2171	Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole. Le dépôt est supérieur à 200 m ³ .	20 000 m ³	Déclaration
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit est supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ² .	Surface occupée par les stocks de dolomie dans le silo à plat : 8 850 m ² Gravats inertes issus du BTP : 250 m ² (1 000 m ²)	Déclaration
2716	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 100 m ³ mais	Déchets verts : 100 m ³ (500 m ³ /an)	Déclaration soumis à Contrôle périodique

Rubrique	Intitulé	Caractéristique de l'installation	Régime
	inférieur à 1 000 m ³ .		
1435	Station service : installation, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockages fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant est inférieur ou égal à 100 m ³ ou 500 m ³ au total.	Volume annuel de GNR distribué pour les engins et machines : V= 300 m ³ /an de GNR	Non Classé
2930-1	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur. La surface de l'atelier est inférieure ou égale à 2 000 m ² .	Surface de l'atelier : 850 m ²	Non Classé

L'autorisation porte également sur les ouvrages suivants relevant des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement.

Rubrique	Intitulé	Caractéristique de l'installation	Régime
2.1.5.0	Rejets d'eaux pluviales dans eaux douces superficielles [...] La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Superficie de l'installation 183 908 m ²	Déclaration
3.2.3.0	Plans d'eau permanent ou non dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha.	Superficie des bassins d'eaux pluviales 0,5 ha	Déclaration

Annexe 2

Société Groupe SEOSSE - Commune de Saint-Lon-les-Mines

Localisation des installations

Le périmètre de l'installation ICPE est inclus dans les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelle	Superficie
Saint-Lon-les-Mines	AD	264	2 466 m ²
		268	68 m ²
		266	2 849 m ²
		331	14 512 m ²
		330	194 m ²
		329	194 m ²
		330	194 m ²
		321	602 m ²
		322	2 940 m ²
		323	1 206 m ²
		325	424 m ²
		324	369 m ²
		319	1 m ²
		320	5 m ²
		326	83 m ²
		328	126 m ²
		327	141 m ²
		351	603 m ²
		352	313 m ²
		354	661 m ²
		355	425 m ²
		356	561 m ²
		353	6 822 m ²
		318	9 716 m ²
		317	253 m ²
		315	421 m ²
Saint-Lon-les-Mines	AD	316	4 354 m ²
		335	1 100 m ²
		341	2 486 m ²

Commune	Section	Parcelle	Superficie
		342	366 m ²
		343	389 m ²
		344	450 m ²
		338	158 m ²
		339	34 m ²
		340	46 m ²
		337	239 m ²
		335	1 100 m ²
		336	468 m ²
		316	4 354 m ²
		358	6 274 m ²
		317	253 m ²
		315	421 m ²
		357	1 811 m ²
		367	1 441 m ²
		368	285 m ²
		369	10 m ²
		370	9 755 m ²
		332	3 681 m ²
		333	1 523 m ²
		334	536 m ²
		346	13 m ²
		345	24 m ²
		348	1 407 m ²
		349	7 m ²
		347	18 286 m ²
		272	1 200 m ²
		370	9 755 m ²
Saint-Lon-les-Mines	AD	375	10 416 m ²
		374	954 m ²
		373	796 m ²
		372	848 m ²
		371	2 645 m ²
Orthevielle	WB	56	6 434 m ²

Commune	Section	Parcelle	Superficie
		57	6 411 m ²
		105	24 095 m ²
		106	654 m ²
		107	7 555 m ²
		108	28 291 m ²

Annexe 3
Société Groupe SEOSSE - Commune de Saint-Lon-les-Mines
Prescriptions techniques

TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE LA PLATEFORME

Article 1.1 - Description des installations autorisées

L'établissement est composé des installations suivantes :

- d'une plate-forme d'entreposage de déchets de bois,
- d'une zone de stockage et de broyage de céréales,
- des activités liées aux activités de transport : entretien des véhicules,
- du stockage dans un silo à plat : céréales, dolomie et terreau,
- d'une plateforme de regroupement et le tri de déchets non dangereux : DND en mélange (bois/papier/carton/plastiques, etc.), déchets verts, déchets inertes du BTP.

Article 1.2 - Conditions générales de l'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant y compris l'étude de dangers.

Les arrêtés ministériels relatifs aux rubriques mentionnées à l'annexe 1 s'appliquent sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Article 1.3 - Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.4 - Incidents/Accidents

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

Article 1.5 - Cessation d'activités

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Dans ces cas, l'usage futur des parcelles est un usage industriel.

Article 1.6 - Contrôles, analyses et contrôles inopinés

L'inspection des installations classées peut réaliser ou demander à tout moment la réalisation par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations, le contrôle de l'impact de l'activité de l'établissement sur le milieu récepteur. Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la

charge de l'exploitant.

Article 1.7 - Changement d'exploitant

En application des articles L. 181-15 et R. 181-47 du Code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

S'agissant d'une plateforme multi-activités, en cas de reprise de certaines activités par des entreprises différentes, une convention devra être signée entre les différents exploitants de la plateforme afin d'assurer la gestion et l'entretien des équipements communs à savoir, entre autres, le réseau de collecte des eaux pluviales et la gestion du risque incendie (entretien des dispositifs de lutte contre l'incendie, procédures d'urgence, organisation en cas de crise, entretien des bassins et vanne de confinement, etc.). Cette convention doit être transmise avec la déclaration de changement d'exploitant susvisée.

Article 1.8 - Compensation pour la destruction de zones humides

L'exploitant dépose, sous six mois, un dossier de compensation pour la destruction de zones humides validé préalablement par la DDTM.

Au plus tard sous un an, l'exploitant informe l'inspection des installations classées, pour l'ensemble des secteurs de compensation, les terrains retenus et les modalités de sécurisation foncière de la compensation, sous forme d'une Obligation Réelle Environnementale.

Article 1.9 - Exploitation des installations

1.9.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau,
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après,
- gérer les effluents et les déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées,
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

1.9.2 Consignes d'exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant suivi une formation de base sur la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits et déchets utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.

Les personnes autorisées sur site sont nommément identifiées dans une liste disponible sur site. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Ces consignes sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Article 1.10 - Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

Les entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Une surveillance du site est organisée en permanence par le biais de moyens humains pendant les heures de fonctionnement des installations et par le biais de moyens humains ou par tout autre moyen de contrôle et de surveillance à distance en dehors des heures de fonctionnement.

Le site est équipé de repères géographiques visuels afin de déterminer l'emprise de l'activité sur laquelle on se trouve.

Un plan à l'entrée du site précise les périmètres des différentes activités accueillies sur le site.

Article 1.11 - Prévention de la pollution de l'eau

1.11.1 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux enterrés et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc.

1.11.2 Gestion commune des eaux pluviales et réseau de l'ensemble de la plateforme

Le site fait l'objet d'une gestion commune des eaux pluviales.

L'ensemble des eaux pluviales sont dirigées vers deux bassins :

- le premier bassin est le bassin de confinement, permettant de retenir les pollutions accidentelles ;
- le second bassin permet de compléter le premier pour ainsi obtenir le volume de rétention nécessaire pour relâcher un débit de 3 l/s/ha pour une pluie de période de retour 10 ans.

Le bassin de confinement est un bassin étanche muni d'une géomembrane. À l'aval du premier bassin de confinement, au droit de la digue entre les deux bassins, se trouve un orifice vanné pour assurer la liaison avec le deuxième bassin ainsi qu'un déversoir. En cas de pollution accidentelle, l'orifice doit être obturé afin de confiner la pollution dans le bassin de confinement, qui est étanche. Ce premier bassin est précédé d'un séparateur à hydrocarbures pour traiter des eaux polluées.

Le second bassin permet d'obtenir le volume de rétention nécessaire à respecter. Sa perméabilité est au moins égale à 10^{-7} m/s.

Les eaux sont ensuite dirigées vers le milieu naturel via un fossé qui aboutit au ruisseau d'Ariou Gran (cf. annexe 5).

Localisation du point de rejet :

Point de rejet	Bassins versant collectés	Coordonnées X	Coordonnées Y
N°1	Site SEOSSE Q3530560 "L'Arriou Gran"	365258	6286287

1.11.3 Entretien

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement.

L'étanchéité des réseaux et des ouvrages est vérifiée périodiquement.

Les résultats de ces mesures et contrôles sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

1.11.4 Pollution accidentelle

Tout déversement accidentel de substance liquide ainsi que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli.

Sous trois mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le calcul de dimensionnement des volumes de confinement nécessaires.

Ce volume est maintenu disponible en permanence. Les organes de commande pour l'obturation du rejet au milieu naturel doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance, localement et à partir d'un poste de commande.

L'exploitant est en mesure de garantir un volume disponible de 3 000 m³ en permanence (conformément calculs D9A) pour accueillir les éventuelles eaux d'extinction.

1.11.5 Valeurs limites des rejets eaux pluviales

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

Paramètre	Concentration (en mg/l)	Flux (en kg/j)
MES	35	1,75
DCO ⁽¹⁾	125	6,25
DBO ₅ ⁽¹⁾	30	1,5
Azote global ⁽²⁾	30	1,5
Phosphore total	10	0,5
Fluor et ses composés	15	0,75
Hydrocarbures totaux	10	0,5
AOX	1	0,05
Somme des métaux lourds	1	0,05

⁽¹⁾ sur effluent non décanté

⁽²⁾ l'azote global représente la somme de l'azote mesurée par la méthode Kjeldahl et de l'azote contenu dans les nitrites et les nitrates

1.11.6 Fréquence de surveillance des rejets

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais par un organisme agréé, de manière trimestrielle.

1.11.7 Surveillance des eaux souterraines

Le site est équipé de 7 piézomètres localisés sur le plan du site figurant en annexe 5.

Ces ouvrages permettent d'assurer la surveillance de la nappe et de vérifier l'impact du site sur la ressource en eau souterraine.

L'exploitant réalise deux campagnes de mesures par an (hautes eaux et basses eaux), au niveau de 3 piézomètres (1 en amont et 2 en aval du site), sur l'ensemble des paramètres mentionnés à l'article 1.11.5 auquel est ajouté le paramètre ammonium.

Il procède à une mesure de la hauteur de la nappe souterraine au niveau des 7 piézomètres lors de chaque campagne afin de caractériser au mieux son comportement hydraulique.

L'exploitant interprète les résultats des analyses en effectuant un comparatif amont/aval. Il conserve les résultats ainsi que leur interprétation dans un fichier qu'il transmet à l'inspection des installations classées.

En cas d'anomalie ou d'impact sur la nappe, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin d'en déterminer l'origine et faire cesser la pollution.

Il en informe par ailleurs l'inspection des installations classées et propose un plan d'action pour une remise en l'état du milieu.

Article 1.12 - Gestion du risque incendie pour l'ensemble de la plateforme

1.12.1 Consignes de sécurité et formation

Les consignes de sécurité et les procédures d'urgence en cas d'incendie sont communiquées au personnel et sont affichées dans les bâtiments. L'ensemble des procédures en cas d'urgence, la localisation des moyens de lutte contre l'incendie, les comptes-rendus des derniers exercices d'évacuation, les attestations de formation, le plan de localisation des risques, etc. sont inclus dans le plan de défense contre l'incendie.

1.12.2 Moyens de lutte contre l'incendie

Le risque incendie fait l'objet d'une gestion à l'échelle de la totalité des activités de la plateforme.

Le site est équipé de RIA (Robinetts Incendie Armés) et d'extincteurs, implantés conformément aux normes APSAD.

Plusieurs poteaux incendie (PI) sont présents aux abords de l'établissement :

- 1 PI externe sur RD au Nord
- 3 PI internes (1 au Nord d'ECO-T et 2 au Sud) (soit $3 \times 60 \text{ m}^3/\text{h}$, ou 360 m^3 sur 2 h).

Le site est également équipé de plusieurs réserves incendie à hauteur de 450 m^3 au total.

Réserve incendie	Capacité	Localisation
4 citernes aériennes	150 m^3 (total) avec raccords pompiers	Nord-est du bâtiment principal
2 citernes enfouies	$2 \times 100 \text{ m}^3$ Avec aire d'aspiration	Zone ouest, entre les activités SEOSSE Eco-T et le silo à plat
1 citerne aérienne	100 m^3 avec raccords pompiers	Zone Sud

Les réserves d'eau incendie et les poteaux incendie permettent de couvrir les besoins en eau estimés par l'étude de dangers (EDD) à 750 m^3 .

L'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie sont reportés sur un plan d'ensemble du site et mis à la disposition, en permanence des personnels du SDIS et de l'inspection des installations classées.

Plusieurs dévidoirs, raccords, sont disponibles au niveau des réserves d'eau incendie.

1.12.3 Entretien des moyens de lutte contre l'incendie

Les moyens de lutte contre l'incendie font l'objet d'un entretien et sont testés régulièrement.

Les comptes rendus d'entretien et d'intervention sont notamment disponibles dans le registre incendie du site.

L'exploitant est en mesure d'assurer la disponibilité en eau en permanence.

1.12.4 Exercices

Le personnel appelé à intervenir est entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par an au minimum, à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours ainsi qu'à l'exécution de diverses tâches prévues par le plan de défense contre l'incendie.

Le chef d'établissement propose aux Services Départementaux d'Incendie et de Secours leur participation à un exercice commun annuel.

1.12.5 Localisation des zones à risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. Ces zones doivent se trouver à l'intérieur de la clôture de l'établissement

Il tient à jour, à la disposition de l'inspection des installations classées, un plan de ces zones qui doivent être matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans le plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant peut interdire, si nécessaire l'accès à ces zones.

1.12.6 Produits dangereux

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

À l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés, identifiés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

1.12.7 Installations électriques

Les installations électriques sont conformes à la réglementation et aux normes en vigueur.

Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant.

Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils mentionnent très explicitement les défauts relevés. Il doit être remédié à toute défectuosité relevée dans les plus brefs délais selon un planning défini par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

D'une façon générale les équipements métalliques fixes (cuves, réservoirs, canalisations...) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et normes applicables.

1.12.8 Protection foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre conformément à la réglementation en vigueur.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification régulière par un organisme agréé (visite visuelle tous les 2 ans et visite complète tous les 2 ans, en

alternance selon l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé).

1.12.9 Débroussaillage

L'exploitant assure l'entretien et le débroussaillage de son site et de sa périphérie conformément aux recommandations et aux obligations légales de débroussaillage (OLD) en vigueur.

TITRE II – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ACTIVITÉ BOIS

Article 2.1 - Conditions d'entreposage des déchets de bois

Les différentes qualités de déchets de bois reçus, prébroyés ou bruts, sont entreposées en îlots dédiés sur la plate-forme extérieure conformément au plan en annexe 4.

Les broyats obtenus sont entreposés en îlots, selon leur qualité et leur granulométrie, avant leur expédition vers les filières de valorisation.

La hauteur maximale de ces tas est limitée à 6 mètres. Les superficies maximales de chaque îlot sont de 1 000 m², séparés par des allées permettant la circulation et l'attaque d'un éventuel sinistre, mais aussi de manière à réduire les risques de propagation dans le cas d'un incendie.

Ces allées ont une largeur de 5 à 10 mètres minimum selon les îlots et la nature des matières stockées (conformément à l'étude de dangers de 2018 et notamment son tableau 68 page 112)

Le tableau suivant reprend les quantités maximales susceptibles d'être entreposées sur la plateforme :

N° îlot	Nature MP/PF	Volume apparent (m3)	Densité	Tonnage (t)	Rub. ICPE
A	Prébroyé AB	4 800	0,20	960	2714
B	Prébroyé AB	6 000	0,20	1200	2714
C	Prébroyé AB	6 000	0,20	1200	2714
D	Prébroyé AB	6 000	0,20	1200	2714
E	Prébroyé chutes courtes	600	0,18	108	2714
F	Prébroyé A "SSD"	2 700	0,20	540	2714
G	Brut AB	3 000	0,12	360	2714
H	Brut A "SSD"	3 000	0,12	360	2714
I	Prébroyé AB	2 700	0,20	540	2714
J	Refus crible brut	1 440	0,12	172,8	2714
K	Biomasse brute et prébroyée	3 000	0,50	1500	2714
L	Prébroyé AB	3 000	0,20	600	2714
M	Prébroyé A	3 000	0,20	600	2714
N	Affiné process	3 000	0,22	660	2714
O	Criblé process	600	0,20	120	2714
P	Refus crible nettoyé	600	0,20	120	2714
Q	Criblé biomasse	1 440	0,20	288	1532
R	Criblé A "SSD"	1 440	0,20	288	1532
	Totaux :	53 320 m3		10 817 t	2714
Soit stock <i>maxi</i> par rubrique :					
	Rubrique n°2714	50 440 m3		10 241 t	
	Rubrique n°1532	2 880 m3		576 t	

L'exploitant possède un état des stocks afin de s'assurer du respect des quantités maximales présentes

sur le site.

Article 2.2 - Périmètre de chalandise

L'établissement réceptionne des déchets de bois ayant pour la plupart déjà subi un broyage préliminaire sur des plateformes de regroupement réparties en Aquitaine, Midi-Pyrénées et Charentes : Tonnay Charente, Bassens, Mérignac, Agen (Boé), Bruguière, Uchacq et Parentis.

Les déchets reçus bruts quant à eux proviennent des collectivités, des industries, des constructeurs ou des démolisseurs dans un rayon de 70 km du site.

Les produits sortants sont expédiés dans un périmètre de 200 km maximum.

Article 2.3 - Volumes et natures des déchets entrants et des produits sortant

Le site peut accueillir les déchets suivants :

Code déchets	Désignation	Libellé SEOSSE Eco	Commentaire	Destination envisagée
02 01 07	Déchets provenant de la sylviculture	<i>Souches, branches, rondins</i>		Biomasse b)i) → Valorisation « Energie » (2910-A)
03 01 01	Déchets d'écorces issus de la transformation du bois	<i>Biomasse</i>	<i>Issus de la première transformation</i>	Biomasse b)v)
03 01 05	Sciures de bois, copeaux, chutes de bois, panneaux de particules, plaquages	<i>Déclignures, chutes, bois court</i>	<i>Il s'agit uniquement de bois non traité, non encollé y compris lorsque les déchets proviennent de fabricants de panneaux. Seuls sont admis les déchets en amont des opérations d'encollage (1^{ère} transformation du bois)</i>	Biomasse b)v) → Valorisation « Energie » (2910-A)
03 03 01	Déchets d'écorces et de bois issus de la transformation du papier	<i>Ecorces</i>	<i>Il s'agit uniquement d'écorces récupérées en amont des opérations de fabrication du papier</i>	
15 01 03	Emballages en bois	<i>Catégorie A</i>	<i>Essentiellement des emballages en provenance directe depuis l'utilisateur ; essentiellement des palettes</i>	Déchets destinés à la procédure « SSD ¹ »
17 02 01	Bois de construction et de démolition	<i>Catégorie B</i>	<i>Réserve pour des déchets destinés à une valorisation « matière »</i>	
19 12 07	Fractions collectées séparément, bois autres que du bois contenant des substances dangereuses	Déchets de bois provenant du traitement mécanique des déchets (tri, broyage) Pré-broyé ou pré-cassé A ou B	Bois pré-broyé ou pré-cassé, récupéré sur différents types de chantiers ou installations, y compris les déchèteries. Un tri est pratiqué pour séparer le pré-cassé emballages destinés au SSD	→ Valorisation « matière » ou → « SSD »
20 01 38	Fractions collectées séparément, bois autres que du bois contenant des substances dangereuses	<i>Catégorie B</i> <i>Refus de crible</i>	Bois en mélange issus des centres de tri ou des déchèteries Refus de criblage de déchets verts en amont d'opérations de compostage	Biomasse b)v) → Valorisation « Energie » (2910-B)
20 02 01	Déchets de jardins et de parcs	<i>Catégorie B</i>	Déchets biodégradables. Il s'agit notamment de déchets issus d'opérations d'élagages	Biomasse b)i) → Valorisation « Energie » (2910-A)

*1 Procédure SSD : procédure de Sortie du Statut de Déchet

Les tonnages entrants et sortants annuellement sur site sont mentionnés dans le tableau ci-après.

DÉCHETS ENTRANTS		
Nature	Origine	Tonnage annuel maxi
Bois brut cat A, B, AB dont biomasse et SSD	Réception directe depuis les producteurs (40 km)	20 000 t 9 000t
Pré-broyat ou pré cassé dont biomasse et SSD	Autres plates-formes du groupe	70 000t 20 000t
Souches et rondins	Réception directe depuis les producteurs (40 km)	30 000 t
TOTAL DÉCHETS ENTRANTS		120 000 t

PRODUITS FINIS SORTANTS		
Nature	Destination	Tonnage annuel maxi
Broyat qualité « A », SSD (concerne les déchets codifiés : 15 01 03, 19 12 07 et 20 01 38), biomasse	Cat A : Combustible biomasse (chaudières type « 2910-A » et « 2910-B ») Jardin (couvre-sol) Biomasse et SSD : Combustible biomasse (chaudières type « 2910-A »)	50 000 t
Broyat qualité « AB ou B »	Valorisation matière (panneautiers...)	60 000 t
Couvre-sol « Copocolor »	Revêtement de sol (jardins, espaces verts, jeux)	1 000 t
TOTAL PRODUITS SORTANTS		111 000 t

La traçabilité des déchets entrants et sortants ainsi que des produits sortants est assurée selon le référentiel réglementaire en vigueur.

Les refus de tri et indésirables sont expédiés vers des filières de valorisation agréées et adaptées (environ 9 000 tonnes).

Article 2.4 - Inventaire des machines sur le site

L'exploitant tient à disposition un registre répertoriant l'ensemble des machines présentes sur le site ainsi que leur puissance.

Article 2.5 - Prévention de la pollution atmosphérique

2.5.1 Inventaire des points de rejets canalisés

Point de rejet	Machines reliées/Dispositif de traitement	Hauteur	Localisation
N°1	Tri optique / traitement par un cyclofiltre	6 m	coord Lambert93: X : 364995 / Y : 6286270
N°2	affinage / cyclones +cyclofiltre	8 m	coord Lambert93: X : 364954 / Y : 6286316

2.5.2 Valeur limite de rejet

Les effluents gazeux canalisés respectent les valeurs limites suivantes pour les poussières totales :

- 100 mg/m³ dans le cas d'un flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h ;
- 40 mg/m³ dans le cas d'un flux horaire est supérieur à 1 kg/h.

2.5.3 Fréquence de l'autosurveillance

Une mesure de la teneur en poussières est effectuée mensuellement dans les effluents gazeux issus des équipements de traitement de bois, notamment des broyeurs.

TITRE III – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ACTIVITE TRANSPORT

Article 3.1 - Condition d'entreposage des huiles et liquides de refroidissement

Le tableau ci-dessous précise les conditions d'entreposage de ces produits neufs et usagés :

Nature	Conditions de stockage des produits usagés	Conditions de stockage des produits neufs
Huiles	Cuve de 1000 litres	- 2 cuves de 3 500 litres - 7 bidons de 208 litres
Liquide de refroidissement	Cuve de 1 m ³	Transcuve de 1000 litres
Pneus	Sur racks. Pneus évacués régulièrement par la Sté SOREGOM-Damazan (47) : 320 pneus en 2013	Une vingtaine sur racks

Les huiles et le liquide de refroidissement sont entreposés dans un local attenant à l'atelier. Le sol bétonné forme une rétention susceptible de contenir les effluents suite à un déversement accidentel.

De l'absorbant est stocké à proximité afin d'absorber tout produit qui se serait déversé accidentellement.

TITRE IV-DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ACTIVITÉ SILO

Article 4.1 - Dispositions applicables

Sont notamment applicables à l'« activité Silo » les prescriptions :

- de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 "Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques".

Article 4.2 - Conditions d'entreposage

L'entreposage des céréales est organisé de la manière suivante : les matières doivent être déposées sous forme de lots d'au plus 5 000 m³, séparés d'au moins 8 mètres, mesurés au sol.

La hauteur de tas est maintenue homogène et s'élève à une hauteur maximale de 9 mètres. La hauteur minimale entre le tas et la toiture est de 1,80 mètres.

Article 4.3 - Surveillance du stockage des céréales

Le contrôle de la qualité du stock de maïs est réalisé régulièrement selon un protocole précis :

- inspection visuelle deux fois par semaine pour vérifier l'absence d'insectes et de nuisibles, contrôler les pièges à rats et observer la surface du tas (formation de croûtes) ;
- une fois par semaine, mesure de la température en 12 points à différentes profondeurs répartis sur le stockage et enregistrement des données sur les registres d'exploitation et de contrôle ;
- mesure de l'humidité des grains tous les 15 jours et enregistrement des données sur les registres d'exploitation et de contrôle ;
- information du responsable de l'unité en cas de formation de croûtes ou de moisissures, de la présence d'insectes ou de nuisibles, d'échauffement anormal et localisé ainsi que d'un taux d'humidité supérieur à 15,5 %.

L'ensemble de ces vérifications sont consignées dans un registre ainsi que les actions réalisées en cas d'anomalies.

En cas d'anomalie, les procédures d'intervention pourront être les suivantes :

- lors d'un échauffement léger (moins de 10 °C d'écart de température), les groupes de ventilation sont mis en œuvre ;
- si la température des tas de céréales atteint un intervalle compris entre 15 °C et 20 °C, le responsable de l'unité est alerté et le bon fonctionnement des ventilateurs contrôlé ;
- en cas d'une élévation forte de la température (supérieure à 20 °C) ou d'apparition de moisissures ou

d'insectes dans les tas de maïs :

- le responsable de l'unité est alerté et les tas refroidis (grâce à une ventilation par les tuyaux perforés mis en place sous le tas lors de la réception du maïs et les ventilateurs disponibles à l'extérieur du silo)- *Émissions au travers du tas de maïs: pas de rejet canalisé*
- l'aération est renforcée dans le secteur à traiter ;
- la zone affectée par des nuisibles est ventilée avec injection d'insecticide (nébulisation) pendant 10 minutes ;
- la surveillance de la zone est accrue.

Article 4.4- Origine et destinations des matières entreposées

Les quantités, origines et destination des produits reçus et entreposés dans ce bâtiment sont les suivantes :

Nature	Origine	Volume maximum stocké	Destination/usage
Maïs	Coopératives/négociants SAGA BOUET – Peyre Aurice – Vltivista - Bergerer – Lacadé – Lur berri	64 000 m ³ ~50 000 tonnes (densité du maïs prise égale à 0,78)	Marché espagnol de l'élevage
Dolomie CAS 16389-88-1	MEAC à Noguères (64)	20 000 tonnes (8 000 m ³)	Cultures : amendement minéral. Coopératives, négociants locaux : MAISADOUR / EURALIS

Article 4.5- Entreposage et emploi de traitements insecticides

Le maïs est susceptible d'être traité par insecticide au niveau de la sauterelle par pulvérisation ou par nébulisation au niveau du système de ventilation. Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits employés et présents sur le site doivent être disponibles en permanence sur le site.

La mise en œuvre de ces produits doit être conforme aux consignes et recommandations afin de garantir la sécurité des personnels et de l'environnement.

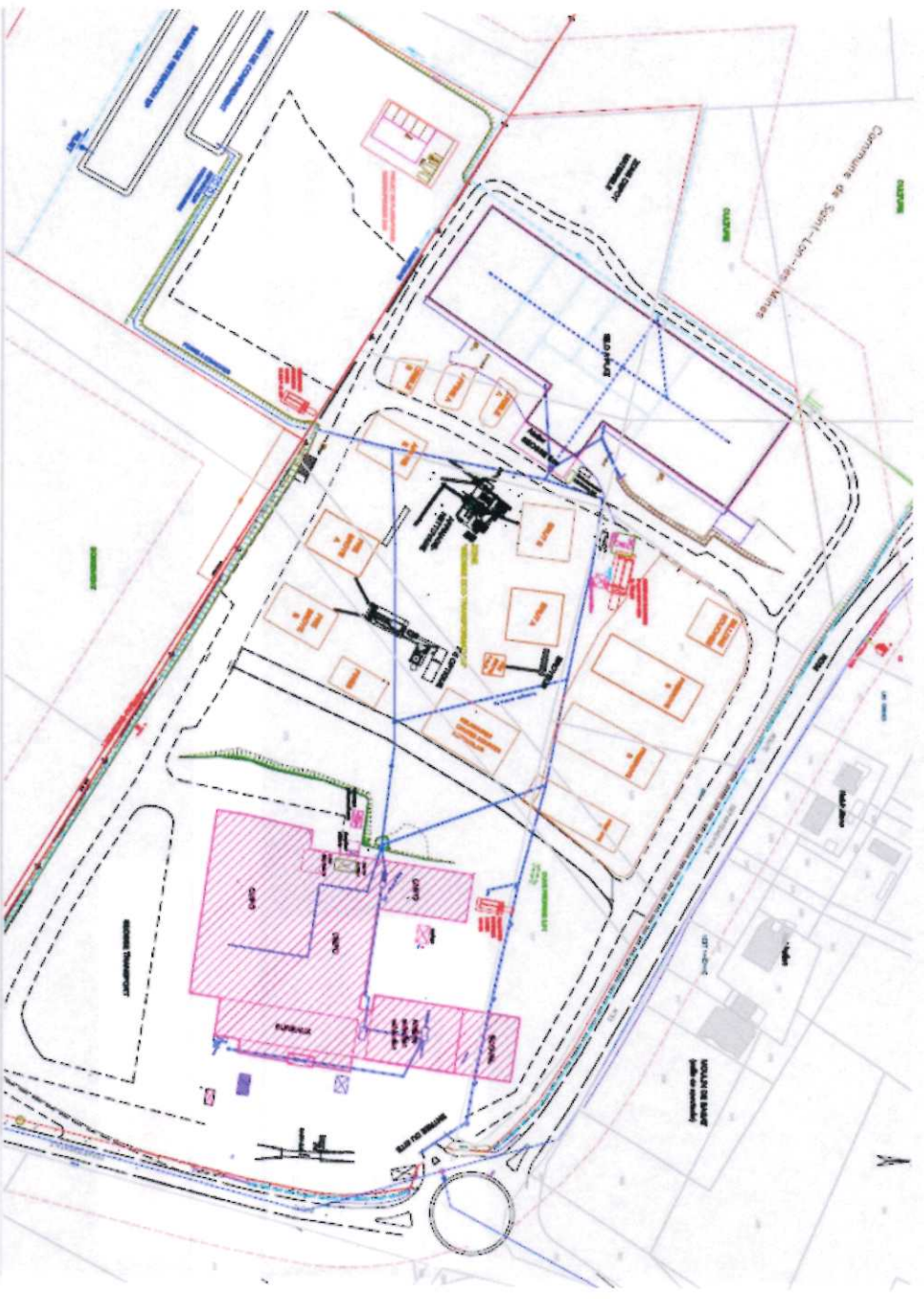
Par ailleurs, l'entreposage d'insecticide est réalisé sur rétention suffisamment dimensionnée.

Article 4.6 - Conditions d'entreposage de la dolomie

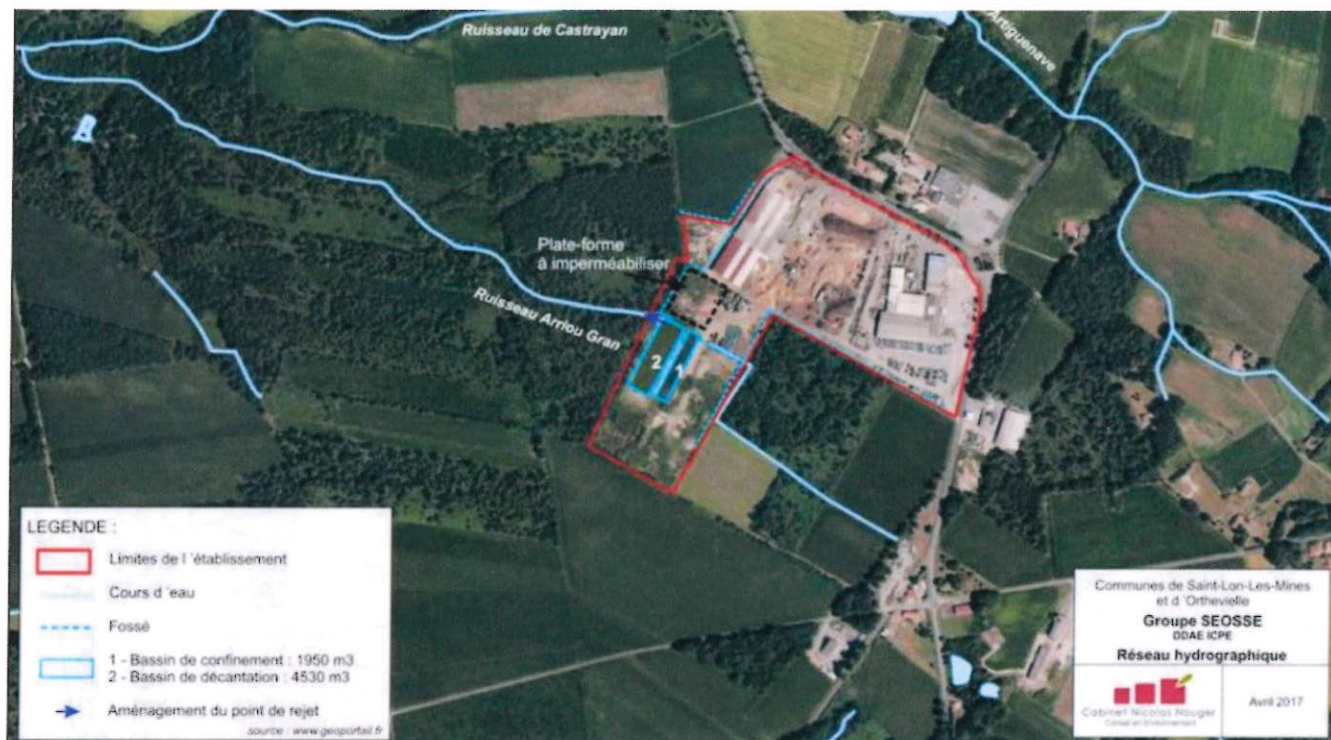
L'entreposage de dolomie est réalisé dans les mêmes conditions que celui des céréales. La hauteur des tas est limitée à 9 mètres.

La dolomie étant un produit pulvérulent, toutes les dispositions sont prises pour limiter l'envol de poussières.

Annexe 4 : Plan d'implantation du site



Annexe 5 : Réseau hydrographique et emplacement des piézomètres



Annexe 6 : Localisation des points de rejets atmosphériques

